

L'ENTV JUGE LES DROITS DE RETRANSMISSION «EXORBITANTS»

Les Verts à «huïs clos»

Les Algériens ne verront pas le match Algérie-Gambie comptant pour les qualifications jumelées Coupe d'Afrique des nations et Mondial-2010.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'ENTV ne retransmettra la rencontre ni sur la chaîne hertzienne ni sur les deux chaînes satellitaires car ne «pouvant payer les droits de retransmission faramineux». C'est la raison qu'avance un responsable au niveau de la Télévision nationale qui explique que non seulement l'entreprise détentrice des droits Sportive a exigé un prix «exorbitant» par match mais a en plus fixé un ultimatum d'une demi-journée pour avoir une réponse définitive de la part de la direction de l'ENTV.

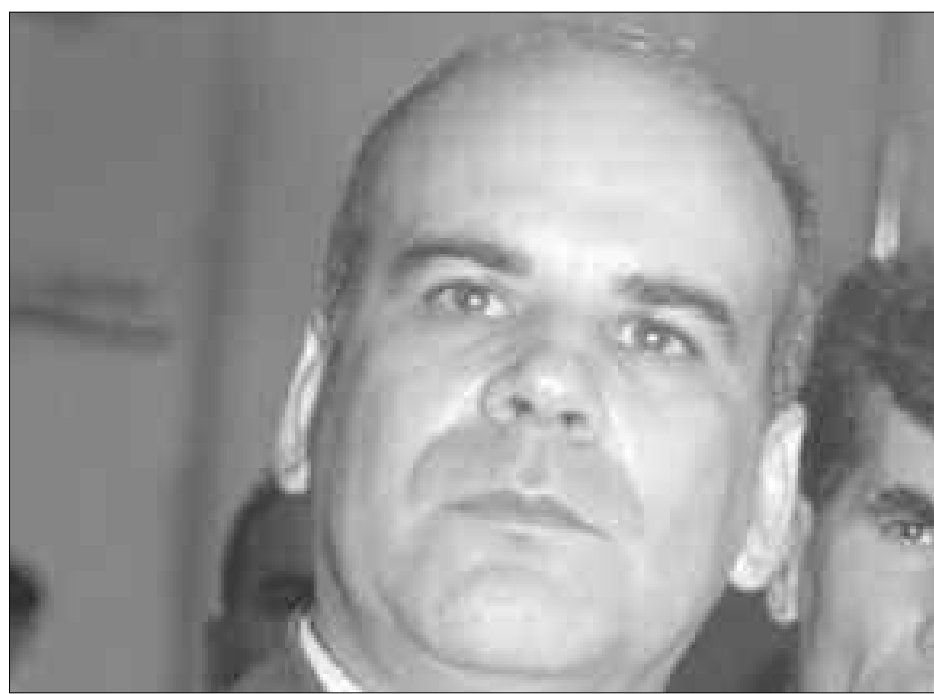
Refusant de donner la somme exacte exigée par Sportive, cette source s'est contentée de dire «imaginer qu'on veuille vous faire payer quelque chose qui vaut 1 DA à 10 000 DA ! » Et d'expliquer : «La CAF a cédé les

droits à une société. Lorsque nous voulons retransmettre un match, nous l'achetons auprès de cette dernière qui doit faire les démarches pour produire le signal.

Dans le cas de la Gambie, qui n'a pas les moyens techniques, l'entreprise détentrice des droits nous a expliqué que pour les besoins de la retransmission, elle devrait déplacer tout son matériel et c'est ce qui explique le prix que l'ENTV a jugé exorbitant.» D'autres sources indiquent cependant que la responsabilité incombe entièrement à la Télévision nationale qui n'a pas entamé les négociations à temps, ce qui a permis au détenteur des droits de fixer son prix en position de force. Ce ratage de l'ENTV intervient après la non-retransmission des deux premiers

matchs des Verts, face au Sénégal puis le Liberia, sur les chaînes satellitaires Canal Algérie et A3, privant ainsi les Algériens vivant à l'étranger mais également ceux habitant les zones non couvertes par les relais de l'ENTV de suivre les «performances» de l'équipe nationale.

A cette communauté frustrée, vont s'ajouter les millions de férus de foot qui vont devoir se contenter d'écouter la radio — et pas toutes les chaînes puisque seule la Chaîne II a dépêché un journaliste sur place — pour connaître le résultat, même ART qui est en mesure de transmettre le match ne le fera pas. «Nous ne sommes pas sûrs de pouvoir transmettre le match ce soir», s'est limité à répondre le représentant de ART qui, à la question de savoir pourquoi, a évoqué des problèmes d'ordre «technique». Une réponse difficilement acceptable pour un public qui ne comprend



Les Algériens privés du match Algérie-Gambie.

pas qu'un groupe comme ART, qui bénéficie d'un réseau de distribution inespéré pour ses cartes à travers les bureaux de poste, ignore de la sorte les attentes d'un public estimé au bas mot à des millions de spectateurs qui crient

au scandale. Il faut savoir que le premier match des éliminatoires disputé à Dakar le 31 mai dernier par les Verts a coûté 40 000 dollars à l'ENTV qui, pas plus que la FAF, n'a pu négocier avec les détenteurs des droits de retrans-

mission pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ultime consolation pour les amateurs du ballon rond : attendre que l'équipe de l'ENTV envoyée en Gambie ne rentre avec la cassette du match.

N. I.

HAUT-COMMISSARIAT À L'AMAZIGHITÉ

L'ouverture de l'audiovisuel indispensable pour éviter la propagande

La question de l'ouverture du secteur de l'audiovisuel au privé est revenue avec insistance dans la bouche des spécialistes nationaux en information et en communication. La campagne de propagande menée récemment par des télévisions étrangères sur la question sécuritaire en Algérie trouve sa source dans la faiblesse des médias lourds algériens, aujourd'hui discrédités sur la scène nationale et internationale.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ce constat a été établi hier, par le docteur Brahim Brahimi, professeur à l'Université d'Alger, lors de son intervention au colloque qui se déroule sur trois jours à la Bibliothèque nationale, organisé par le Haut-Commissariat à l'amazighité et portant sur le thème : «Les médias algériens et les questions liées aux usages de la langue amazigh.» Avant de rentrer dans le vif de cette thématique liée à la place de la langue tamazight dans les moyens de communication, les intervenants ont d'abord dressé un tableau sur la situation actuelle des médias, en passant par le droit à l'information, consacré par les lois de la République pour tout un chacun, et dans toutes les langues et dialectes revendiqués par les communautés régionales.

Autrement dit, les Algériens avec toutes leurs différences ethniques devraient avoir des moyens de communications répondant à leurs spécificités régionales et culturelles. «Nous

sommes inondés par les chaînes étrangères et la seule manière de préserver notre culture et nos valeurs est d'encourager la production audiovisuelle et cinématographique nationale», a confirmé le professeur Brahimi, qui avoue que «parler aujourd'hui de presse régionale peut paraître paradoxal au moment où tout le monde parle de mondialisation.» «Il n'est malheureusement pas possible de répondre à ces chaînes étrangères avec un produit médiocre et de très mauvaise qualité, comme ce que les chaînes et radios nationales nous proposent», déplore le conférencier, en illustrant ses propos par les différentes radios régionales qui devaient constituer un relais médiatique important mais dont la mission a été réduite à la reprise de l'information transmise par la télévision, s'éloignant de fait de l'information de proximité et régionale.

Cependant, la dérive ne concerne pas uniquement les médias lourds, sachant que le presse écrite est victime égale-



Boukerzaza sollicité.

ment du monopole de l'Etat, même si juridiquement et statutairement on parle de presse privée. «Sur une liste de 66 journaux, on constate que plus d'une quarantaine qui tirent entre 5 000 et 20 000 exemplaires, sont manipulés par des forces occultes», souligne M. Brahimi en s'attardant sur les 39 stations radios existantes et dont les moyens de fonctionnement sont insignifiants, avec en plus une censure et un contrôle immensurable. «Il faut libérer la communi-

cation. L'Etat doit être le promoteur de la communication locale et régionale, s'il souhaite avoir une meilleure crédibilité sur la scène nationale et étrangère», accentua-t-il.

Revenant par ailleurs au thème du colloque qui devait aborder la place de la langue amazigh, M. Djaâfar Ouchellouche, directeur de communication du HCA a identifié la problématique, dans son fond, dans les difficultés de cette langue à trouver la place qui lui

revient dans les moyens de l'information et de la communication. «Les langues arabe et française raflent une bonne partie des moyens de l'information, tandis que tamazight subit un marasme médiatique inqualifiable», a attesté M. Ouchellouche.

Intervenant sur la qualité de peu de produits transmis en langue amazigh, comme la Chaîne II de la radio nationale, notre interlocuteur plaide pour une unification de la terminologie utilisée par les mêmes supports médiatiques. Le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la Communication sont amplement sollicités pour ce travail scientifique et de recherche linguistique.

Le lancement de l'Académie de la langue amazigh devait également apporter un soutien pédagogique à cette problématique. Par ailleurs, il est important de signaler que le Haut-Commissariat à l'amazighité est appelé à un changement de statut, dans les prochains mois. Le projet de création d'un Conseil supérieur de tamazight, qui est une copie conforme du premier organe, est actuellement en phase d'étude au gouvernement. Il a été adopté par le Conseil de gouvernement et devait atterrir en Conseil des ministres.

R. M.